



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 14/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CDISCOUNT

120-126 quai de Bacalan
33000 Bordeaux

Référence : E4/25- 0456
Code AIOT : 0006515975

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement CDISCOUNT implanté PARC DE L'A5 - RUE DENIS PAPIN 77550 Moissy-Cramayel. L'inspection a été annoncée le 14/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CDISCOUNT
- PARC DE L'A5 - RUE DENIS PAPIN 77550 Moissy-Cramayel
- Code AIOT : 0006515975
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société C-LOGISTICS (CDISCOUNT), situé Rue Denis Papin, ZAC du Parc de l'A5 à MOISSY-CRAMAYEL, est réglementé par l'arrêté préfectoral d'exploiter n° 16/DCSE/IC/039 du 01/06/2016. Cette autorisation est au nom de la société PRD, mais un changement d'exploitant a été acté par courrier préfectoral du 22/02/2019.

Suite au porter-à-connaissance transmis par la société C-LOGISTICS en 2019, complété en 2021, informant des modifications des conditions d'exploitation de l'entrepôt de stockage, l'arrêté préfectoral n° 2021/DRIEAT/UD77/169 imposant des prescriptions complémentaires a été pris le 31/12/2021.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens internes de lutte contre l'incendie et défense extérieure	Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 7.2.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Système d'extinction automatique d'incendie	AP Complémentaire du 31/12/2021, article 3.1.1 modifiant Arrêté Préfectoral du 01/06/2016 article 7.2.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 4.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, articles 6.2.1, 6.2.2 et 9.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 7.2.4.1	Sans objet
3	Détection Incendie	Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 7.2.4.3	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 4.2.2	Sans objet
7	Bassins de confinement (eaux d'extinction d'incendie)	Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 3.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Isolement avec les milieux des EP et des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 4.2.5	Sans objet
10	Valeurs limites d'émission des EP	Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 4.3.10	Sans objet
12	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 de l'annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu.

Suite à l'inspection, l'exploitant devra apporter des réponses sur les points de contrôle suivants :

- moyens de lutte extérieure contre l'incendie,
- système de sprinklage,
- types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques,
- et niveaux acoustiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Situation administrative, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[..]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>

Constats :

L'exploitant établit un état des stocks par rubrique ICPE, quantité et volume, de façon quotidienne. Les stockages présentant un risque particulier sont bien présents.

Le document est référencé dans le Plan d'Opération Interne du site.

L'état des stocks est rendu accessible facilement et en toute circonstance par l'exploitant. Un exemplaire est notamment présent au poste de garde du site.

Un plan des stockages est annexé à l'état des stocks. Il permet de repérer les différentes catégories de produits en fonction des zones de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 7.2.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan d'opération interne (P.O.I) établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

Constats :

Le site dispose d'un POI dont la dernière mise à jour remonte à 05/2024.

Le document définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre par l'exploitant pour protéger le personnel et l'environnement.

Deux exercices ont été réalisés en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 7.2.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules de stockage, les locaux techniques, les locaux à risque d'incendie (local informatique, local archive) et les bureaux de quai.

[...]

Des déclenchements manuels (boîtiers, bris de glace) doivent être répartis dans chaque entrepôt, notamment à proximité des issues et des escaliers.

Constats :

Le site dispose d'une détection incendie.

Le système a été vérifié le 02/05/2024 et le rapport afférent à cette vérification ne fait état d'aucune non-conformité.

N° 4 : Moyens internes de lutte contre l'incendie et défense extérieure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 7.2.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum, ou en cas de risque électrique, à poudre de 6 kilogrammes, répartis judicieusement à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles, à raison de 1 pour 200 m² de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau.
- d'extincteurs appropriés aux risques particuliers d'incendie. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt conformément aux règles de l'APSAD et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel. Les RIA, notamment ceux placés dans la cellule des produits inflammables, seront adaptés à la catégorie de produits stockés ;

[...]

- une défense extérieure contre l'incendie assurant en toutes circonstances un débit de 720 m³/h en simultané pendant deux heures, soit 1440 m³ répartis sur 12 points d'eau comme suit :
 - 360 m³/h en simultané réparti sur 6 hydrants alimentés par le réseau communal d'adduction d'eau et implantés en périphérie du site. Chaque hydrant devant présenter un débit minimum de 60 m³/h pendant 2 heures sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars.
 - 360 m³/h fournis par une réserve incendie privée, d'une capacité totale de 720 m³, au moyen de 6 plates-formes d'aspiration.

[...]

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Constats :

Des extincteurs adaptés aux risques, des RIA, huit hydrants et une réserve incendie de 720 m³ sont présents sur site.

Les extincteurs et les RIA ont été vérifiés le 28/06/2024. S'agissant des RIA, l'observation relative à une vanne de barrage défectueuse a été levée ; l'exploitant a présenté le procès-verbal de fin de travaux daté du 11/10/2024 lors de l'inspection.

Les hydrants du site ont fait l'objet d'un contrôle unitaire le 27/06/2024. Le contrôle a permis de relever une observation relative à un dispositif d'isolement non visible au niveau d'un hydrant.

La mesure des débits en simultané des hydrants réalisée le 19/09/2023 montre que le débit de

360m ³ /h en simultané prescrit est respecté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la levée de l'observation relative à un dispositif d'isolement non visible au niveau d'un hydrant, relevée lors de la vérification du 27/06/2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/12/2021, article 3.1.1 modifiant Arrêté Préfectoral du 01/06/2016 article 7.2.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> un système d'extinction automatique, approprié à la nature des stockages, conçu et installé conformément aux normes en vigueur, alimenté par deux réservoirs de stockage d'eau de 1054m³ chacun ; dans la cellule de stockage des produits inflammables, un agent moussant adapté à cette catégorie de produit sera utilisé dans le réseau d'extinction ;
Constats : Le site dispose d'un système d'extinction automatique d'incendie conformément à la prescription susvisée. Le rapport relatif à la dernière visite de vérification semestrielle réalisée par la société AAI le 15/07/2024 fait état d'un système conforme et opérationnel et ne mentionne aucune non-conformité. Le rapport fait néanmoins mention de 9 observations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera des actions correctives mises en œuvre pour remédier aux observations mentionnées dans le rapport de vérification semestrielle du système de sprinklage du 15/07/2024, et indiquera la date de réalisation pour chacune de ces actions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents - Protection des milieux
Prescription contrôlée : [...]

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant a présenté le plan des réseaux à l'inspection. Celui-ci n'a pas fait l'objet de modifications depuis 2017 (date du plan de récolement d'assainissement).

Ce plan précise bien la nature des différents réseaux présents sur le site : eaux usées (EU) et eaux pluviales (EP).

Pour les eaux pluviales, il y a distinction entre les eaux de toiture et les eaux pluviales pouvant ruisseler sur la chaussée (parking, zones de chargement et déchargement).

Il précise également les différents dispositifs d'isolement (vannes) ainsi que les dispositifs d'épuration (décanteurs hydrocarbures pour les eaux pluviales ruisselant sur les voiries).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bassins de confinement (eaux d'extinction d'incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2021, article 3.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents - Protection des milieux

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel.

[...]

Pour les cellules 1 à 5, les eaux d'extinction d'incendie et de refroidissement sont recueillies de façon gravitaire pour un volume total de 2 770 m³ par :

- les cellules du bâtiment, sur une hauteur de 5 cm, permettant de retenir un volume de 259 m³ (tenant compte du volume disponible pour deux cellules et de l'encombrement au sol) ;
- la rétention dans les réseaux d'eaux de pluie pour 169 m³ ;
- un bassin de rétention de 3 095 m³ ;
- pour la cellule 5, un bassin de 670 m³ de rétention des liquides inflammables (soit 50% du

volume présent) en débord vers le bassin de 3 095 m³.

Pour les cellules 6 à 10, les eaux d'extinction d'incendie et de refroidissement sont recueillies de façon gravitaire pour un volume minimum de 2 737 m³ par :

- les cellules du bâtiment, sur une hauteur de 5 cm, permettant de retenir un volume de 259 m³ (tenant compte du volume disponible pour deux cellules et de l'encombrement au sol) ;
- la rétention dans les réseaux d'eaux de pluie pour 125 m³ ;
- un bassin de rétention de 2 387 m³.

La disposition et la pente du sol de la cellule 5 autour des récipients mobiles sont telles que, en cas de fuite, les liquides inflammables soient dirigés uniquement vers la capacité de rétention.

[...]

Le site dispose des 3 bassins de rétention étanches suivants :

- Bassin n°1 (670 m³) pour contenir le risque d'écoulement accidentel de la cellule 5, en débord vers le bassin n°2 pour contenir les eaux d'extinction.
- Bassin n°2 (3 095 m³) pour la rétention des eaux d'extinction des cellules 1 à 5.
- Bassin n°3 (2 387 m³) pour la rétention des eaux d'extinction des cellules 6 à 10.

Le site est isolé selon les dispositions mentionnées au point 4.2.5. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Les vannes d'isolement du réseau d'assainissement sont asservies au système de détection automatique.

[...]

Constats :

Les trois bassins de rétention, du nord au sud, sont respectivement, au regard de la nomenclature employée dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/12/2021, les bassins n°2, n°1 et n°3.

Le plan des réseaux précise les différents volumes des bassins de rétention qui sont respectivement de 3095, 670, et 2387 m³.

La visite de terrain a permis de constater que les dalles des cellules permettent un stockage des eaux d'extinction d'incendie sur 5 cm (écoulement gravitaire vers le centre des cellules).

Le bassin n°1 (670 m³) est bien connecté au bassin n°2 (3095 m³) via une canalisation, connexion qui peut être également condamnée au moyen d'une vanne.

D'après le plan des réseaux, le site est bien isolé du réseau communal d'eaux pluviales au moyen de vannes qui peuvent être actionnées en toute circonstance, aussi bien manuellement, de façon automatique ou de manière asservie (voir point de contrôle n°8).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Isolement avec les milieux des EP et des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 4.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des effluents - Protection des milieux

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à

l'extérieur. Ces dispositifs doivent être manuels et automatiques. Ils sont asservis au déclenchement du système d'extinction automatique. Ils sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Les vannes d'isolement des bassins de rétention, vis-à-vis du réseau communal d'eaux pluviales, font l'objet d'un entretien préventif par la société MADIS. L'exploitant a fourni les derniers comptes-rendus d'interventions, en date du 29/05/24. Ces comptes-rendus ne font mention d'aucune observation ou dysfonctionnement de ces dispositifs.

La visite sur le terrain a permis de constater que ces vannes peuvent bien faire l'objet d'un actionnement :

- électrique déporté depuis le poste de garde, à l'entrée du site ;
- manuel et électrique au droit de chaque vanne concernée.

Pour ce faire, il a été demandé par l'inspection aux différents opérateurs présents, de faire ces manœuvres sur la vanne n°1, vanne permettant d'isoler le bassin nord (n°2) du réseau d'eaux pluviales communal, juste avant le séparateur d'hydrocarbures. Ces manœuvres n'ont pas permis de constater un dysfonctionnement du dispositif.

Par ailleurs, ces vannes font l'objet d'un asservissement automatique. Cette asservissement automatique est testé chaque semaine, lors du démarrage des moteurs du dispositif de sprinklage, situé au sud-est du site, bien que cet asservissement n'a pas été testé le jour de l'inspection. L'intervention de la société Atlantique Automatismes Industrie, en date du 24 janvier 2025, a toutefois permis de vérifier le bon fonctionnement de cet asservissement au dispositif sprinklage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents - Protection des milieux

Prescription contrôlée :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont vérifiés périodiquement et portés sur un registre.

[...]

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures

et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs - séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Comme en atteste le plan de réseaux, les eaux pluviales pouvant ruisseler sur la chaussée (parking, zones de chargement et déchargement) font l'objet d'une collecte spécifique, tandis que les eaux de toitures sont rejetées directement dans le réseau communal d'eaux pluviales.

Les eaux de voiries transitent par les bassins de rétention (n°2 pour le bassin nord et n°3 pour le bassin sud) pour être stockées, et ensuite par un séparateur d'hydrocarbure à l'aval de ces bassins (un pour chacun de ces bassins), la décantation se faisant essentiellement au niveau des bassins de rétention.

L'exploitant a indiqué que l'entretien et le curage des bassins, ainsi que l'entretien et l'évacuation des boues des séparateurs d'hydrocarbures sont effectués par la société Séché Assainissement. Il précise que ces interventions annuelles sont systématiques et que le volume de boues n'atteint pas 2/3 de la capacité entre deux interventions pour les séparateurs d'hydrocarbures.

Le dernier contrôle et entretien des séparateurs d'hydrocarbures date du 13 novembre 2024. L'exploitant a présenté le compte-rendu de cette intervention ainsi que le bordereau de suivi des déchets pour les boues associées pour leur traitement vers une filière appropriée, en date du 13 novembre 2024. Ce traitement a été réalisé par le prestataire Sasu Athalis.

Le dernier contrôle et entretien des bassins de rétention a été réalisé du 09 au 12 octobre 2023. L'exploitant a présenté les comptes-rendus d'intervention et les bons de réceptions pour les boues de curage associées pour leur traitement dans une filière appropriée, entre le 10 et 13 octobre 2023. Ce traitement a été réalisé par le prestataire Ecopur (groupe Véolia Propreté).

La visite sur le terrain a permis toutefois de constater un bon état général de ces dispositifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les bassins de rétention font partie intégrante du système d'épuration et de traitement des eaux pluviales. L'exploitant est tenu de faire un entretien annuel de ces bassins de rétention au même titre que les séparateurs d'hydrocarbures et doit fournir le compte-rendu de la prochaine intervention d'entretien et de nettoyage programmée en 2025.

L'exploitant doit par ailleurs déclarer les quantités de déchets dangereux générés par son site (boues de curage des bassins et de séparateurs d'hydrocarbures), la somme de ces quantités étant supérieure à 2 tonnes pour l'année 2024. Cette déclaration est à effectuer via le portail Mon AIOT (déclaration GERE) avant le 31/03/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Valeurs limites d'émission des EP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, article 4.3.10	
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents - Protection des milieux	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur n° 2, 3 et 4 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.4)	
Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)
MES	30
DBO ₅	30
DCO	90
Hydrocarbures totaux	5
[...]	
Constats : L'exploitant a fourni le dernier rapport de contrôle des eaux pluviales pour lequel il a mandaté le bureau d'études accrédité cofrac Veritas, le 03 mai 2024. Dans le cadre de cette campagne, des prélèvements ponctuels ont été réalisés aux exutoires des décanteurs séparateurs d'hydrocarbures. Le rapport de cette campagne de prélèvements, ainsi que les rapports d'analyses associés (analyses réalisées par le laboratoire accrédité cofrac Eurofins) ne font état d'aucune non-conformité concernant les concentrations mesurées en MES, DBO ₅ , DCO et HCT.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 11 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/2016, articles 6.2.1, 6.2.2 et 9.2.2		
Thème(s) : Autre, Autosurveillance		
Prescription contrôlée : Article 6.2.1 : Valeurs limites d'émergence		
Niveau de bruit ambiant existant dans Les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)

Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
----------------------	---------	---------

Article 6.2.2 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété du site les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Article 9.2.2 : Autosurveillance des niveaux sonores

Une mesure des niveaux sonores en limites de propriété, ainsi qu'une mesure d'émergence dans les zones à émergence réglementée, sera effectuée [...] tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée [...].

Constats :

La dernière mesure des niveaux sonores en limite de site a été réalisée le 24/02/2022 par Amplitude Conseil. Les résultats montrent que les niveaux sonores sont conformes. Le prochain contrôle devra être réalisé en 2025.

Aucune mesure d'émergence n'a été effectuée lors de ce contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire effectuer, par un organisme qualifié, une mesure des niveaux sonores en limite de site, ainsi qu'une mesure d'émergence dans les zones à émergence réglementée les plus proches. Il transmettra à l'inspection le rapport relatif à ces mesures dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1 de l'annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Étude des effets thermiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou

autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (réf. document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

Les distances d'effets des flux thermiques ont été calculées avec le logiciel Flumilog dans le cadre du porter-à-connaissance déposé en 2019 et complété en 2021. Les calculs réalisés mettent en évidence que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m² restent contenus dans les limites de propriété du site.

Type de suites proposées : Sans suite